

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingtième session**

Rome, 17-18 décembre 2003

**RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE**

**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE FIDA</b>	<b>iv</b>
<b>RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA</b>	<b>v</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>vi</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL, ET LA SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE</b>	<b>2</b>
A. Le contexte économique du pays	2
B. Le secteur agricole	3
C. La pauvreté rurale	6
D. Difficultés et possibilités en matière de réduction de la pauvreté rurale	7
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	7
<b>III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS</b>	<b>8</b>
<b>IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA</b>	<b>9</b>
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'action proposés	9
B. Principales possibilités d'innovations et d'interventions dans le cadre des projets	10
C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé	11
D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions	11
E. Domaines de concertation	12
F. Mesures à prendre pour améliorer la gestion du portefeuille	13
G. Schéma indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile	13

**APPENDICES**

<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>2</b>
<b>III. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)</b>	<b>3</b>
<b>IV. IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)</b>	<b>4</b>
<b>V. ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS ET PRÉVUES)</b>	<b>5</b>

**TAUX DE CHANGE**

Unité monétaire	=	Leone (SLL)
1,00 USD	=	1 786 SLL (taux officiel)
1,00 SLL	=	0,00056 USD

**POIDS ET MESURES**

Système métrique

**SIGLES ET ACRONYMES**

BAfD	Banque africaine de développement
BIsD	Banque islamique de développement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
DFID	Département du développement international
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
GTZ	Office allemand de la coopération technique
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UE	Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE**  
**Année budgétaire**

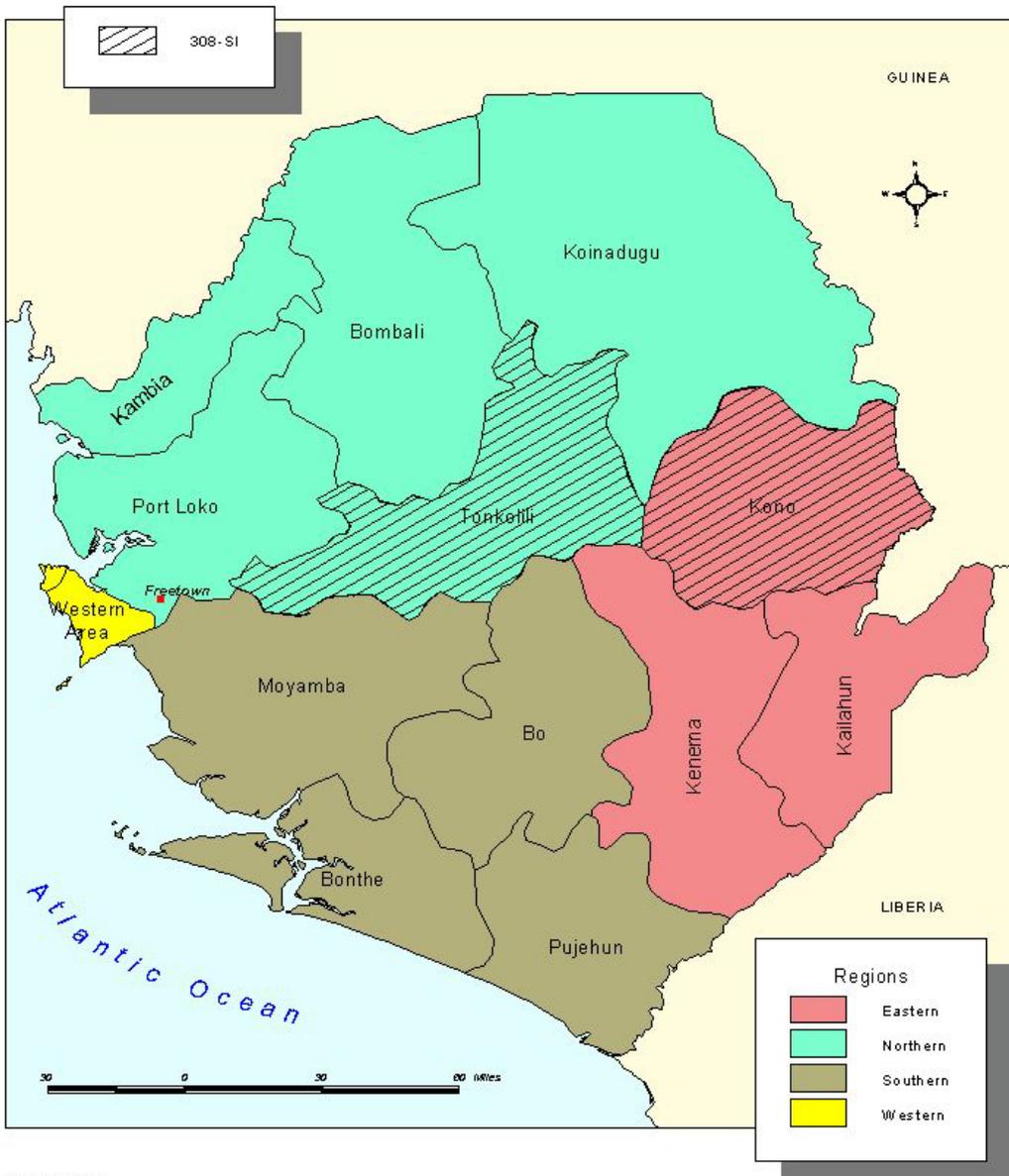
1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

## CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE FIDA

**SIERRA LEONE**

REGIONS AND DISTRICTS

IFAD ON-GOING OPERATIONS



Source: IFAD

**Source:** FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

### RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

Nom du projet	Financement approuvé par le FIDA (en milliers de USD)	Approbation par le Conseil d'administration	Signature du prêt	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Date d'achèvement du projet	Institution coopérante	Situation du projet
Projet de développement agricole intégré de Magbosi (21-SL)	12 750	18 sept. 79	7 nov. 79	12 mars 80	31 déc. 86	30 juin 86	Banque mondiale: IDA	Clos
Projet de développement agricole intégré de la région Nord - Phase II (NIADP-II 64-SL)	5 985	22 avr. 81	10 juin 81	23 sept. 81	31 mars 88	30 sept. 87	Banque mondiale: IDA	Clos
Projet d'appui au secteur agricole (152-SL)	5 400	11 sept. 84	25 oct. 84	10 déc. 84	31 déc. 96	30 juin 96	Banque mondiale: IDA	Clos
Projet de développement agricole de la région du Centre-Nord (NCAP 308-SL)	14 681	9 sept. 92	30 déc. 92	6 sept. 93	31 mars 04	30 sept. 03	UNOPS	En cours
<b>TOTAL Aide</b>	39 000 USD							

**RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE**

**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS**

**RÉSUMÉ**

1. **La guerre et ses séquelles.** Des décennies de mauvaise gestion des affaires publiques et de manque d'intérêt pour les zones rurales ont débouché sur une guerre civile de 10 ans qui a finalement pris fin en janvier 2002. Les hostilités ont commencé en 1991, au moment où les acteurs de la région ont tenté de prendre le contrôle des gisements de diamants de la Sierra Leone et du reste du bassin du fleuve Mano. Les effets socioéconomiques en ont été dévastateurs: 20 000 morts, des milliers de blessés ou de mutilés et des milliers de personnes souffrant du syndrome de stress post-traumatique. Plus de deux millions de personnes ont été déplacées, dont 500 000 ont fui vers des pays voisins. Un exode massif de personnes qualifiées et d'hommes d'affaires a doublé la population de Freetown, qui est passée à environ deux millions d'habitants, et a drainé les zones environnantes. L'infrastructure, les entreprises et la plupart des habitations sont en ruines. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant a diminué de moitié au cours de la guerre. En septembre 1998, le gouvernement et le Front révolutionnaire uni sont convenus de mesures de consolidation de la paix, y compris la démobilisation de tous les combattants avant le 18 janvier 2002, date à laquelle toutes les parties au conflit ont publié une déclaration de fin de la guerre. La fin du conflit a fait naître de nouveaux espoirs de paix et de réconciliation et laissé entrevoir une reconstruction rapide du pays.

2. **Les conséquences socioéconomiques de la guerre civile.** Après avoir connu un rythme de croissance de 4% par an dans les années 60, l'économie s'est nettement dégradée au cours des deux décennies suivantes. En termes réels, le PIB par habitant a atteint son niveau record en 1970, mais a ensuite chuté de 37% au cours de la période 1971-1989. De plus, en 1990, le PIB estimé par habitant avait encore reculé d'environ 40%, tombant en 2000 au niveau le plus bas jamais atteint, soit 142 USD. Les résultats désastreux de l'économie ont eu des retombées préjudiciables pour le développement humain et social. La pauvreté s'est donc généralisée et intensifiée au fur et à mesure que l'économie et, en particulier, la production agricole poursuivaient leur déclin, avec des répercussions catastrophiques sur les prix des produits alimentaires et sur les revenus ruraux.

3. **Redressement national.** Avec la fin de la guerre civile, en 2002, le Gouvernement sierraléonien a entamé le processus national de redressement et de reconstruction en adoptant une approche en deux temps: la stratégie nationale de redressement et le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). La stratégie nationale de redressement a pour objectif de créer les conditions qui permettront de consolider la paix et de jeter les bases du développement à long terme. Le processus de redressement comporte trois volets principaux: i) gouvernement et fonctions exécutives: un programme concernant la bonne gouvernance est en cours d'élaboration, dont les composantes sont notamment l'amélioration de la gestion financière, la réforme des institutions ainsi que des procédures de passation des marchés publics, la lutte contre la corruption, la décentralisation et la réactivation de l'administration locale; ii) société civile: le renforcement des capacités des groupements communautaires et des organisations de la société civile revêt la plus haute importance tant pour le gouvernement que pour le bien du pays dans son ensemble; et iii) économie et infrastructure s'y rapportant: le gouvernement attache la plus haute importance au redressement de l'agriculture et des autres activités économiques en milieu rural. Le secteur agricole revêt une importance particulière parce qu'il emploie à l'heure actuelle 75% de la main-d'œuvre nationale. D'après l'enquête de référence sur la fourniture des services réalisée en 2000, de 78% à 90% de la population rurale n'a pas accès à une eau potable salubre ou à des installations sanitaires, mais des estimations récentes établies pour Kono et Kailahun laissent à penser que moins de 5% des habitants ont accès à l'eau potable ou à un système d'assainissement adéquat. Les distorsions induites par les politiques ayant été éliminées, la phase de transition devrait être axée sur le retour de la population rurale sur ses terres et sur la relance de la production, la réinstallation des populations et le logement en milieu rural ainsi que sur des

activités de remise en état de petite envergure. S'agissant du secteur minier, la première mission du gouvernement sera de définir un cadre réglementaire sain sans imposer de restrictions qui inhibent la croissance – en appliquant les principes du libre jeu des forces du marché et les normes environnementales et sociales. Le gouvernement entend également agir sur deux fronts en améliorant l'intermédiation financière par le biais de l'adoption d'un cadre approprié à la création d'institutions de microfinancement et en appuyant les efforts visant à renforcer les capacités dans ce domaine.

4. **Enseignements tirés de l'expérience.** Le FIDA a accordé son aide au Gouvernement sierra-léonien en finançant quatre projets par des prêts d'un montant total de 27,07 millions de DTS, équivalant à 39 millions de USD. Le dernier projet bénéficiant de l'appui du FIDA dans le pays, le projet de développement agricole de la région du Centre-Nord, a été approuvé en septembre 1992 et est entré en vigueur en septembre 1993. La date de clôture a été repoussée jusqu'en mars 2004 pour permettre la mise en œuvre d'activités spécifiques de relèvement visant à restaurer la capacité productive des petits exploitants de la zone du projet. L'expérience acquise par le FIDA a permis de tirer un certain nombre d'enseignements qui sont pertinents pour la phase suivante de transition entre la guerre civile et une paix et un développement durables, mais qui devront être adaptés compte tenu des nouvelles formes de vulnérabilité, des risques potentiels et de l'environnement du moment. Ces enseignements sont les suivants :

- la conception du projet devrait donner aux institutions locales les moyens d'encourager le développement et l'exécution à assise communautaire, et associer les bénéficiaires à la planification et à l'exécution du projet, garantie de la pertinence et de la viabilité interne des activités de développement;
- dans un contexte d'après guerre, les demandes de concrétisation rapide des résultats des projets se font plus pressantes et les espérances sont très grandes. De ce fait, la participation des communautés à la définition des priorités et à l'exécution est cruciale pour créer un sens de l'appartenance et de l'engagement;
- la remise en état des infrastructures et des moyens de production est essentielle pour répondre aux besoins de l'après-guerre; elle devrait se faire sur un mode participatif;
- les activités génératrices de revenus ne devraient pas se limiter aux activités agricoles; elles devraient avoir une base rurale, favoriser les jeunes et les femmes au chômage. C'est là un aspect central pour réussir une réinstallation durable des jeunes et des personnes déplacées à l'intérieur du pays;
- l'accès aux services financiers ruraux est une condition de la croissance économique en milieu rural. Les services doivent être fournis par des institutions financières saines, rentables et correctement supervisées;
- le VIH/sida est un problème de développement qu'il convient d'aborder en milieu rural dans le cadre d'une approche multisectorielle du développement;
- lors de la conception des projets, il convient de ne pas directement confier l'exécution des activités aux unités de gestion de ces derniers, mais de faire appel au secteur privé, aux institutions locales et aux institutions non gouvernementales aux termes de contrats fondés sur les résultats, les responsables des projets se consacrant à la coordination, à la gestion des contrats ainsi qu'au suivi et à l'évaluation.

5. **Cadre stratégique du FIDA.** Le créneau stratégique du FIDA consiste à tirer parti de son expérience dans le pays et ailleurs, et d'aider le gouvernement à passer rapidement à la phase du développement durable. L'axe principal de la stratégie abandonnerait progressivement l'aide aux

institutions de l'État pour accorder un niveau de priorité plus élevé à l'appui des stratégies de subsistance des ménages au niveau communautaire. Cela signifie donner aux communautés et aux activités communautaires une place plus importante. La sécurité alimentaire des ménages, l'infrastructure rurale et la gestion des ressources naturelles seront très prioritaires, l'accent étant mis sur les aspects novateurs qui peuvent améliorer la productivité et empêcher la dégradation de l'environnement. Un aspect important de cet axe stratégique sera de donner aux femmes les moyens de participer pleinement au processus de développement. Il faudra pour cela les aider à jouer un rôle actif en tant que mères, productrices et responsables communautaires. À cette fin, les projets porteront sur les questions touchant à la sécurité alimentaire, à la stabilité des revenus agricoles et extra-agricoles, à la mobilité accrue pour accéder à l'eau potable, aux marchés, à la santé, à l'éducation, à la technologie et aux services financiers ruraux. La participation des femmes à la prise des décisions locales sera encouragée pour commencer à répondre à leurs besoins stratégiques, et pour atténuer les effets des facteurs culturels qui tendent à interdire ou à limiter leur présence en public. Dans le cadre de l'orientation générale définie ci-dessus, les grands axes de la stratégie seront les suivants:

- créer des organisations de la société civile fortes en tant qu'élément crucial de l'intégration des producteurs ruraux au sein de l'économie nationale. Favoriser la cohésion des organisations agricoles fait partie du processus qui consiste à appuyer les acteurs économiques en milieu rural. Le soutien des réformes au profit des pauvres axées sur la gouvernance locale et la décentralisation sera fondamental à cet égard. Le FIDA fera partie de la coalition des donateurs qui aidera le gouvernement à établir des liens précis avec l'élaboration des politiques en la matière, ainsi qu'un cadre juridique et décentralisé porteur permettant de prendre les décisions au niveau communautaire;
- continuer de soutenir la production par les petits exploitants de cultures de subsistance et de rapport pour accroître le revenu familial, ainsi que rechercher, en vue de les exploiter progressivement, de nouvelles possibilités d'exportation et/ou de remplacement des importations. L'objectif global sera d'accroître les revenus des ménages et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Il sera fondamental, dans le cadre de cet axe d'intervention, d'encourager la participation effective des bénéficiaires à toutes les activités, qu'elles concernent le développement ou les institutions; et
- rendre les services financiers plus accessibles et plus aisément disponibles sera essentiel pour encourager la capitalisation à l'échelle des exploitations, laquelle sera déterminante pour l'adoption de la technologie et des techniques de production améliorées. Cet axe de travail sera développé avec prudence et pragmatisme en tirant essentiellement parti du secteur informel, qui pourrait être un point de pénétration pour le développement de la microfinance.

6. **Principales possibilités d'intervention et d'innovation dans le cadre des projets.** À court terme (2003), l'axe stratégique sera pour le FIDA de fournir une assistance rapide aux communautés accueillant les populations qui se réinstallent. L'assistance à l'échelle communautaire est un aspect crucial du processus de réinsertion et de régénération, car des efforts doivent être mis en œuvre pour rétablir les services de base et relancer les activités économiques pouvant subvenir aux besoins tant de la population résidente que de celle qui se réinstalle. Les principales interventions concernent la fourniture de kits essentiels de production agricole (semences, outils, bétail et intrants) pour accroître la superficie cultivée, remettre en état les infrastructures de santé, d'assainissement et d'adduction d'eau, ainsi que les voies de desserte et l'infrastructure socioéconomique, y compris les logements, l'objectif étant de créer des emplois et des revenus. C'est là un point important sur le plan stratégique, car le retour d'effectifs de plus en plus nombreux de personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'ex-combattants exercera une pression supplémentaire sur les ressources et les débouchés économiques, créant des tensions et des déceptions qui pourraient saper le processus de paix. Pour les années 2004-2005, trois axes stratégiques, à savoir le développement communautaire, la relance du marché financier rural pour stimuler la croissance rurale et la diversification des cultures, les activités génératrices de revenus et les petites entreprises rurales, représentent le créneau des opérations futures

du FIDA dans le pays. Ils seront réévalués au cours de la préparation de la version intégrale du DSRP au début de 2004, sous réserve que les progrès soient satisfaisants dans le domaine de la consolidation de la paix et du redressement de l'économie.

7. **Concertation sur les grandes orientations.** La réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale pour la Sierra Leone de novembre 2002, la création subséquente du Comité du partenariat pour le développement et la tenue en juillet 2002 de l'atelier des parties prenantes à l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays ont été, et restent, des occasions importantes de discuter des questions de politique générale avec le gouvernement, la communauté des donateurs et la société civile. Le gouvernement a demandé un soutien accru pour procéder à l'examen du secteur agricole, dans le cadre du processus de formulation du texte final du DSRP. Le FIDA, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Département du développement international (Royaume-Uni), après avoir consulté le gouvernement, contribuent à la préparation de cet examen du secteur agricole, dans le contexte du processus de formulation du DSRP. Outre le DSRP, et dans le cadre de sa présence sur le terrain en Sierra Leone, le FIDA s'intéressera aux aspects de politique générale ci-après, et les abordera dans un esprit de partenariat:

- **Politiques financières et cadre réglementaire en milieu rural.** La vaste majorité des chefs de petites entreprises rurales n'ont pas accès aux dispositifs d'épargne et de crédit. La Banque de Sierra Leone envisage de réactiver le système bancaire rural, mais en l'absence d'un environnement propice et d'un cadre de politiques financières adapté, il sera difficile de remettre sur pied un service d'intermédiation financière viable. Il faudra donc à cette fin une contribution du FIDA, en collaboration avec la Banque mondiale, pour travailler avec le gouvernement à l'élaboration de ces politiques et de ce cadre réglementaire.
- **Politiques en matière de décentralisation et réformes de la gouvernance locale.** Le gouvernement a lancé une réforme tous azimuts qui décentralisera les services publics et en donnera la responsabilité aux administrations locales nouvellement élues. Il mettra ainsi un terme aux anciennes politiques centralisées qui ont contribué au manque d'intérêt pour les zones rurales et à leur sous-développement, l'une des causes majeures de la guerre civile. La réforme entend promouvoir la participation populaire à la gestion des affaires locales, consolider la transparence et les pratiques de bonne gouvernance, et donner aux administrations locales les moyens de fournir toute une gamme de services publics d'une manière efficace, économique et transparente. Le FIDA s'engagera dans le processus de décentralisation, tant en renforçant la planification et l'exécution du développement rural à l'échelle locale qu'en favorisant l'adoption de politiques et de plans favorables aux pauvres, en faveur des femmes et des jeunes sans emploi.

8. **Schéma provisoire de financement.** Compte tenu des perspectives de relance de la croissance économique, la stratégie proposée par le FIDA entend appuyer les efforts qui visent à éliminer la pauvreté rurale par le biais d'interventions spécifiques correspondant aux axes stratégiques définis plus haut. Un programme de prêt d'environ 20 millions de USD sur les trois à quatre années à venir financera un projet qui doit démarrer en 2004 et deux opérations stratégiques qui se succéderont. Le volume total investi, du fait du cofinancement, devrait se chiffrer à entre 50 et 70 millions de USD.



## RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE

### EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

#### I. INTRODUCTION

1. Le principal objectif du présent exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) en Sierra Leone est de proposer une approche stratégique de l'aide au redressement du pays axée sur le développement, en s'inspirant du Cadre du FIDA pour assurer la transition à l'issue d'une crise entre redressement et développement à long terme, ainsi que de divers processus analytiques et documents de politique générale élaborés avec une importante contribution du système des Nations Unies. Ces documents sont notamment les suivants: le document provisoire de stratégie pour la réduction de la pauvreté; la stratégie de redressement national, qui définit les objectifs et étapes du redressement qui doivent être atteints d'ici à la fin de 2003; la stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et le redressement pour 2003-2007, qui définit le soutien consenti par le système dans le domaine de la consolidation de la paix et de la sécurité en Sierra Leone, conformément aux aspirations qui sous-tendent les objectifs de développement du Millénaire; l'appel interinstitutionnels de 2003 en faveur des secours et du redressement en Sierra Leone, qui porte à la fois sur les besoins des interventions d'urgence et de redressement; et le cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en Sierra Leone 2004-2007, qui définit une approche commune des Nations Unies en matière d'aide au redressement et au développement de la Sierra Leone. Le FIDA a également consulté le document concernant la stratégie d'appui transitoire de la Banque mondiale, la stratégie de la Banque africaine de développement dans le pays ainsi que celle de l'Union européenne.

2. Le présent rapport résulte d'un processus interactif d'ensemble qui s'est déroulé tout au long de 2002, et qui a consisté à consulter le gouvernement, les partenaires de développement en Sierra Leone, les donateurs résidents, les organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile. Le gouvernement a créé un groupe de travail composé de représentants du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire, du Ministère du développement et de la planification économique, et du Ministère du développement rural et de l'administration locale. Le processus du COSOP a été mis en œuvre sous l'impulsion du pays, et cinq ministres ont participé à l'atelier à l'intention des parties prenantes qui s'est tenu à Freetown en juillet 2002, notamment le Ministre des finances et le Ministre du développement et de la planification économique. Des participants de toutes les régions du pays ont pris part à cet atelier, les femmes rurales, les ONG, les membres du parlement, les chefs traditionnels et les jeunes y étant substantiellement représentés. Des représentants des institutions des Nations Unies ainsi que des programmes multilatéraux et bilatéraux ont également participé activement au débat.

3. La préparation du COSOP a été achevée dans les délais impartis pour deux raisons. La réunion des donateurs tenue à Paris, en France<sup>1</sup>, en novembre 2002, a précisé le créneau d'intervention du FIDA dans le cadre de la stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et le redressement en Sierra Leone. Au cours de cette réunion, et compte tenu des progrès réalisés dans le cadre des programmes concernant la paix et les secours, la communauté internationale a annoncé des contributions substantielles pour les trois années à venir. Le FIDA a contribué à la réduction de la dette de la Sierra Leone envers le Fonds au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, ce qui l'aidera considérablement à planifier et à orienter ses opérations et leur exécution, en tenant compte du fait que la nature des interventions dans un contexte d'après guerre impose d'adapter le cycle d'élaboration des projets.

---

<sup>1</sup> La réunion a été organisée par la Banque mondiale et coprésidée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'objet en était de discuter du processus de paix et de redressement et de remettre à jour les promesses de contributions des organisations multilatérales et bilatérales, notamment du FIDA. Des représentants de tous les principaux donateurs ont pris part à cette réunion.

## II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL, ET LA SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE

### A. Le contexte économique du pays

4. **Profil du pays.** La Sierra Leone, qui est bordée par l'océan Atlantique, la Guinée et le Libéria, couvre une superficie de quelque 74 000 km<sup>2</sup>. L'agriculture et les activités minières dominent l'économie. Durant les années qui ont précédé la guerre, environ 47,3% du produit intérieur brut (PIB) provenait de l'agriculture, tandis que les activités minières en représentant près de 13,7%, soit un total de 61% pour ces deux secteurs. Le pays est bien doté en ressources naturelles et humaines, avec une population estimée à 4,9 millions d'habitants (au milieu de 2000) qui croît au rythme de 2,6% par an. L'une des caractéristiques marquantes de la population est sa jeunesse, puisqu'on y compte environ 45% de moins de 15 ans et 68% de moins de 50 ans. La base de ressources humaines est donc considérable et constitue un levier pour le développement socioéconomique, tout en faisant une priorité. La population de la Sierra Leone est fortement touchée par un chômage de grande ampleur, le sous-emploi et la pauvreté chronique, malgré le potentiel considérable existant pour le développement de l'agriculture, des activités agro-industrielles, du secteur minier, des pêches, de l'énergie hydroélectrique et du tourisme.

5. **Évolution macroéconomique.** Après avoir connu un rythme de croissance de 4% par an dans les années 60, l'économie s'est fortement dégradée au cours des deux décennies suivantes en raison d'une gestion catastrophique des affaires publiques, de l'intervention massive de l'État, de la concentration des dépenses publiques sur des priorités autres que les pauvres, de l'adoption de politiques économiques qui ont freiné l'activité économique dans son ensemble et d'une lourde taxation du secteur agricole. Le PIB réel par habitant a atteint un niveau record en 1970, mais a ensuite chuté de 37% entre 1971 et 1989. De plus, en 1990, le PIB estimé par habitant avait encore chuté d'environ 40%, atteignant en 2000 le niveau le plus bas jamais atteint, soit 142 USD. D'après l'enquête la plus récente réalisée auprès des ménages, quelque 82% de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté et environ 49% était totalement démunie.

6. **Les répercussions socioéconomiques de la guerre civile.** La guerre civile a encore aggravé les conséquences déjà dramatiques des longues périodes de déclin économique et de mauvaise gestion, y compris la diminution des capacités et la faiblesse des institutions. Les résultats désastreux de l'économie ont eu des effets préjudiciables pour le développement humain et social. La pauvreté s'est donc généralisée et intensifiée au fur et à mesure que l'économie et, en particulier, la production agricole perdaient du terrain, se répercutant de manière catastrophique sur les prix des produits alimentaires et les revenus ruraux. La guerre civile a duré plus de 10 ans, laissant 20 000 morts et déplaçant plus de la moitié de la population. Elle a également détruit la plupart des infrastructures, des entreprises et une bonne part du parc de logement causant un recul global du PIB par habitant de 48% en 1999. En 2000, la Sierra Leone était classée au dernier rang de l'indice du développement humain des Nations Unies.

7. **Faits récents.** À la fin de 2001, le gouvernement avait fait des progrès remarquables pour rétablir la paix, une faible inflation entraînant par ailleurs un début de reprise économique. La démobilisation des combattants était achevée en janvier 2002 et le gouvernement a pu rapidement rétablir son autorité sur le territoire national. Des élections législatives et présidentielles ont eu lieu en mai 2002 dans une atmosphère très paisible, avec une large participation de tous les partis politiques. Le gouvernement a également fait de solides progrès pour stabiliser l'économie, avec un appui externe considérable. Des politiques monétaires et budgétaires prudentes ont permis de maîtriser l'inflation malgré un important réajustement des prix. Le regain de confiance des consommateurs et des investisseurs, une plus grande liberté de circulation des personnes et des biens, les activités de réinstallation et de reconstruction, l'accroissement de la production agricole, l'augmentation de 74% de l'offre d'énergie, le développement des importations financées par les donateurs et la forte croissance des échanges commerciaux à l'intérieur du pays sont autant d'éléments qui ont contribué à

accélérer le rythme de la reprise. Les exportations, d'un niveau encore très faible, commencent à repartir. Les exportations comptabilisées ont atteint 26 millions de USD en 2001, dont 90% provenaient des diamants acheminés par le biais du processus de certification. L'investissement étranger s'est rapidement développé dès la fin des hostilités, en raison de la rentabilité exceptionnelle des activités minières. Sierra Rutile, qui exploitait le gisement de rutile le plus important et de meilleure qualité au monde, devrait reprendre et développer ses opérations au début de 2004.

## **B. Le secteur agricole**

8. La superficie totale de la Sierra Leone est estimée à 72 326 km<sup>2</sup>, dont 5,36 millions d'hectares (74% du territoire) sont cultivables, se divisant entre les hauts plateaux (60 650 km<sup>2</sup>, ou 80% de la superficie totale des terres) relativement peu fertiles, et des plaines (11 650 km<sup>2</sup>, ou 20% de la superficie totale des terres), qui sont des zones marécageuses fertiles dont le potentiel de développement est considérable si des techniques de gestion agricole appropriées étaient utilisées. Les précipitations, qui vont de 2 000 mm dans le nord à 4 000 mm dans le sud, sont trop abondantes durant la moitié de l'année (d'où le lessivage et la qualité extrêmement médiocre des sols) suivies d'une saison sèche très marquée le reste de l'année. Les eaux de surface sont abondantes, distribuées par neuf grands bassins hydrographiques et trois bassins de moindre envergure. Plus de 95% de l'épaisse forêt originelle a été défrichée, et les superficies déboisées sont en grande partie couvertes par une végétation de savane dégradée ou médiocre.

9. **Les principaux systèmes d'exploitation.** Chaque année, environ 600 000 hectares sont mis en culture (dont plus de 80% sur les hauts plateaux) par environ 400 000 familles. L'association des régimes fonciers coutumiers et statutaires a permis la coexistence de l'agriculture traditionnelle avec la création de vastes plantations, ainsi que la mise en valeur des marécages et des forêts. Les cultures de subsistance en jachère arbustive sont de la principale forme de culture des petites exploitations ayant en général une superficie de 0,5 à 2,0 hectares consacrés aux cultures vivrières. Lors d'une campagne agricole, on peut trouver jusqu'à 15 cultures différentes sur des parcelles mixtes, la culture pluviale du riz en altitude étant prédominante. Ce type d'agriculture représente environ 60% du produit agricole et emploie deux tiers de la population agricole. La réduction des périodes de jachère et la fréquence accrue des feux de brousse ont entraîné une dégradation généralisée des sols et une baisse des rendements. Pour assurer une production durable, il faudra passer à une forme d'agriculture permanente plus productive et plus intensive, en asséchant les marais et en créant de petits réseaux d'irrigation.

10. **L'agriculture** est la principale source de subsistance en Sierra Leone, puisque plus de 75% de la population pratique une agriculture de subsistance sur de petites exploitations. La majorité des agriculteurs cultivent principalement le riz, bien que la culture de tubercules tels que le manioc et la patate douce, et de céréales telles que le millet et le maïs soit en progression. Compte tenu de la base de ressources naturelles du pays, le secteur agricole peut entraîner un accroissement soutenu de l'emploi dans l'agriculture, des revenus et de la production agricole, et pourrait remplacer les importations en augmentant la production de riz et de produits d'origine animale.

11. Dans les années 80, la production agricole a considérablement pâti des politiques macroéconomiques inadaptées et, au cours de la décennie suivante, de la guerre civile plus particulièrement. On estime que la production de riz (l'aliment principal) a diminué de 65% au cours des cinq dernières années, que la production des autres cultures vivrières stagne et que les cultures non destinées à l'exportation ont diminué de 70%. Plus de 90% du bétail a été tué ou transféré vers les pays voisins. La production piscicole est tombée à 50% de son niveau d'avant la guerre. Tout cela a fait progresser la pauvreté et le chômage, la malnutrition, la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et l'endettement extérieur.

12. **L'arboriculture** fournit la majeure part des exportations agricoles et de l'huile de palme consommée dans le pays. Les principales cultures sont le café, le cacao, la noix de cola et le palmier à huile, suivi par le caoutchouc et la noix de cajou. Les rendements actuels sont faibles faute d'entretien et de renouvellement. La production de bois de chauffe est l'activité forestière la plus importante et fournit un complément de revenu à la plupart des agriculteurs. L'abattage des arbres revêt une importance économique très minime, mais a des répercussions négatives sur les réserves forestières restantes.

13. **L'élevage** est essentiellement pratiqué par des éleveurs semi-nomades. Durant la saison des pluies, les troupeaux pâturent en brousse et sur les autres hauts plateaux non cultivés et, en saison sèche, se nourrissent de résidus de cultures et pâturent dans les marécages et les dépressions interfluviales. Les taux de natalité sont faibles (45%); la mortalité est élevée et le taux d'exploitation n'est que de 7%, en raison essentiellement des carences alimentaires et de l'absence de lutte contre les parasites et les maladies. L'aviculture est la forme d'élevage la plus courante, avec le plus grand nombre d'animaux. Les porcins sont les moins nombreux et sont surtout élevés autour des centres urbains. La pêche est essentiellement artisanale et se pratique en mer, les flottes étrangères pratiquant surtout une pêche industrielle. L'importance de l'aquaculture est négligeable et l'on privilégie donc actuellement la production dans l'intérieur des terres. Avant la guerre civile, on estimait les prises totales à 65 000 tonnes, dont une proportion allant jusqu'à 70% provenant de la pêche artisanale.

14. **Problématique hommes-femmes.** Les femmes représentent environ 51% de la population totale et contribuent à satisfaire à l'essentiel des besoins alimentaires du ménage. Elles sont pourtant marginalisées au sein de la société et n'ont pas accès aux moyens de production, y compris à la terre, au crédit, à la formation et à la technologie. Elles ont néanmoins un grand sens de l'entreprise et recourent principalement à la production vivrière et au petit commerce pour obtenir un revenu qui leur permet de satisfaire aux besoins de leurs enfants. Le taux d'analphabétisme des femmes est élevé en raison de leur faible taux de scolarisation, de leur charge de travail et des grossesses précoces.

15. En raison de la guerre civile, les femmes ont été confrontées à des problèmes supplémentaires liés à leur sexe, notamment des agressions sexuelles, le stress et les contraintes psychologiques que représentent les grossesses non désirées, ainsi que la vulnérabilité accrue face au traumatisme et à la dépression. De plus, les droits de l'enfant ne sont guère respectés, le nombre des orphelins et l'incidence du travail des enfants étant en progression. Seize pour cent de tous les enfants du pays ne vivent avec aucun de leurs parents biologiques et 48% d'entre eux travaillent sans rémunération. La guerre civile a par ailleurs lâché des milliers d'enfants dans des circonstances énormément difficiles puisqu'ils ont été forcés à gonfler les rangs des diverses factions armées.

16. **Problèmes environnementaux.** La Sierra Leone rencontre divers problèmes environnementaux résultant de facteurs naturels, de la croissance démographique et des activités socioéconomiques. Certains des facteurs critiques recensés sont notamment les suivants: la dégradation des terres causée par divers facteurs tels que les activités agricoles et minières; le pâturage; les feux de brousse constants; la pression démographique; le déboisement dû à l'accroissement de la demande de terres agricoles et des besoins des zones urbaines en bois de coupe et bois de chauffe; l'appauvrissement de la diversité biologique; et la pollution des ressources en eau douce par les déchets de l'industrie minière et des municipalités. De plus, la destruction des ressources hydriques et les activités minières incontrôlées durant la guerre civile ont eu un impact négatif sur l'environnement. L'énorme rivalité pour l'obtention des ressources qu'ont entraîné les lourdes dépenses engagées à l'issue du conflit dans la reconstruction laisse à penser que les préoccupations environnementales ne recevront pas l'attention qui leur est due.

17. Le gouvernement a adopté une loi nationale sur la protection de l'environnement, qui porte création d'un dispositif administratif visant à mettre en œuvre les mesures nécessaires avec efficacité, mais la faible capacité institutionnelle du pays représente une grosse difficulté. Le dispositif

administratif créé aux termes de cette loi nécessiterait, pour être efficace, un appui substantiel sous forme de main-d'œuvre qualifiée et d'autres ressources.

18. **Les difficultés.** À l'heure actuelle, les plus gros problèmes à surmonter dans le secteur agricole sont les déficits de la production vivrière, l'absence d'intrants agricoles et, plus particulièrement, la piètre qualité des exploitations et de l'infrastructure rurale en général. Tous ces problèmes sont liés les uns aux autres. Les communautés rurales sont totalement dépourvues de capital et les investissements dans les entreprises productives sont rares. Les ressources mises à la disposition de ces communautés sont dans une large mesure utilisées pour satisfaire les besoins essentiels de consommation. Cette tendance pourrait se poursuivre pendant un certain temps, à moins que ne soit prise une décision consciente de transférer des ressources substantielles et un savoir-faire technique pour stimuler l'investissement productif en milieu rural en général.

19. La production intérieure totale de la principale culture vivrière, à savoir le riz, ne représente qu'environ 250 000 à 300 000 tonnes, soit environ 50% à 60% de son niveau d'avant guerre. La superficie totale des terrains rizicoles ne représente que 60% à 70% de ce qu'elle était avant la guerre, bien qu'elle soit en progression depuis un an. Mais la population nationale a augmenté d'environ 40% au cours de la même période. Le pays est désormais fortement tributaire de l'aide alimentaire et des importations, ce qui se comprend puisqu'il sort à peine d'une guerre civile dévastatrice, mais cette situation devrait évoluer du fait de l'intensification de la production agricole. Il convient également de mentionner que, compte tenu du niveau actuel de la technologie, on considère que les hauts plateaux (la zone écologique la plus cultivée) ont atteint le degré maximal d'exploitation et que les périodes de jachère pratiquées dans bien des régions du pays sont nettement trop courtes et posent donc un grave problème écologique. La production des cultures d'exportation, notamment du café et du cacao, a également atteint son niveau le plus bas. On espère que la production de toutes les cultures principales progressera de manière régulière au fur et à mesure que les activités de réinstallation et de reconstruction s'achèvent et que des investissements soutenus sont effectués dans l'agriculture.

20. L'accès aux services financiers ruraux pose un autre problème qui n'a jamais été résolu de manière appropriée même avant la guerre. Il existe certes cinq banques commerciales dans le pays, mais elles ne prêtent pas au secteur agricole en général et aux petits exploitants en particulier. Leurs opérations de prêt sont axées sur les grandes entreprises. Les deux banques de développement existantes, à savoir la Banque nationale de développement et la Banque nationale de développement coopératif, accordaient autrefois des prêts en milieu rural mais toutes leurs succursales ont été fermées après la guerre. De nombreuses ONG ont désormais leurs propres programmes de crédit, dans un vide réglementaire quasi total.

21. Le gouvernement travaille à l'élaboration d'une stratégie de développement de la microfinance. On espère qu'en mettant le crédit agricole à disposition des petits exploitants, on améliorera les organisations communautaires locales, y compris les associations d'exploitants et divers groupements.

22. **Le potentiel de développement.** Compte tenu des ressources importantes dont il est doté, le pays a un potentiel de développement agricole considérable et non encore exploité. Même avant la guerre, la base de ressources agricoles dans les zones de plaine n'était que très peu utilisée. Moins de 15% des terres arables du pays sont actuellement utilisées, même dans les plaines fertiles. De plus, étant donné que les vastes plaines abandonnées ont déjà été mises en valeur avec de vastes plantations de cultures arbustives, il est donc très possible de les remettre en production, donc de tirer parti des dépenses antérieures. Les importantes ressources hydriques ne sont pas encore utilisées pour irriguer l'agriculture. Le climat favorable du pays permet de cultiver une vaste gamme de cultures vivrières annuelles et de cultures arbustives destinées à l'exportation. Des précipitations moyennes d'environ 3 000 mm, réparties sur une période de six mois, rendent possible, dans de nombreuses régions du pays, une deuxième récolte.

23. Après avoir amorcé la relance du secteur agricole au moyen des programmes en cours d'aide d'urgence et de redressement, le gouvernement devrait se saisir de cette possibilité de modifier sa stratégie agricole passée au profit du développement durable fondé sur une participation active des communautés, afin de lancer des investissements destinés à améliorer la croissance dans l'ensemble de l'économie rurale. Il existe fort heureusement une tradition d'entraide communautaire dans le pays et une volonté de coopérer de toutes les manières pouvant être utiles aux exploitants agricoles. C'est là en soit un atout important qui pourrait être utilisé pour réaliser un développement communautaire durable.

### C. La pauvreté rurale

24. Le DSRP intérimaire présente une analyse de la situation de la pauvreté en Sierra Leone. Il précise aussi que certains facteurs interdépendants continuent d'aggraver la pauvreté dans le pays, à savoir la mauvaise gouvernance, la corruption, la mauvaise gestion de l'économie, la stagnation de la croissance économique, la vulnérabilité accrue résultant de la guerre civile prolongée, le chômage massif et la rareté des services publics essentiels.

25. **La pauvreté.** D'après les données de l'enquête réalisée en 1990 auprès des ménages, environ 65% de la population vivait en milieu rural, 33,5% vivant dans de petits centres urbains et 1,2% dans les grandes villes. Globalement, 81,6% de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté (1 USD par jour). L'incidence de la pauvreté était plus marquée dans les zones rurales, où l'on trouvait 88,3% de pauvres contre 70,9% dans les petits centres urbains et 76,6% dans les grandes villes. La pauvreté était plus fréquente dans la province du nord, où 85,7% de la population était pauvre contre 80,8% dans la région de l'ouest, 80% dans la province orientale et 77,5% dans la province septentrionale. L'écart des niveaux de revenu/consommation des populations pauvres par rapport au seuil de pauvreté (ampleur de la pauvreté) était plus important dans la province du nord (P1=65%), suivie par la province septentrionale (P1=56,7%), la province orientale (P1=55,7%) et la région occidentale (P1=50,9%). L'indice d'acuité de la pauvreté était également plus marqué dans la province du nord (P2=42%), suivie par la province septentrionale (P2=47,9%), la province orientale (P2=46,5%) et la région occidentale (P2=39,3%).

26. **Santé.** Le rapport 2001 sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement classe la Sierra Leone en dernière position, avec une espérance de vie à la naissance de 38,4 ans contre 48,8 ans pour l'Afrique subsaharienne en général. Les données disponibles auprès du Ministère de la santé et de l'assainissement, des dispensaires de districts, des ONG et des institutions des Nations Unies montrent que, au cours des dix dernières années, l'état sanitaire de la population s'est considérablement détérioré. Les graves dérèglements dus à la guerre civile ont détruit la plupart des systèmes d'appui du secteur de la santé et des autres secteurs sociaux. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont extrêmement élevés et le manque de médicaments, de personnel de santé et autre est généralisé. La nécessité de réparer/ou de remplacer les installations et services essentiels était en concurrence avec les activités visant à atténuer les épidémies de maladies transmissibles. Les conséquences de tous ces facteurs et événements ont infligé, et continuent d'infliger, des souffrances indicibles en termes de traumatisme psychosocial dans toute la société, mais en particulier pour les femmes et jeunes filles violées, les personnes amputées, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. À cela s'ajoute que la guerre civile a entraîné une explosion de la pandémie du VIH/sida.

27. La désintégration d'un vaste segment de la population et la séparation des familles ont contribué à la propagation du VIH/sida. En 1998, la Commission nationale d'action sociale estimait que le conflit avait déplacé au moins trois millions de personnes à l'intérieur du pays, quelque 1,5 million de personnes ayant fui pour se réfugier dans les pays voisins. L'absorption de parents dans les familles a encore délité un tissu social déjà fragilisé. Par exemple, les problèmes sociaux tels que les grossesses

précoces, la criminalité et la délinquance juvénile sont en progression, tout comme l'incidence du virus VIH/sida et d'autres traumatismes physiques et psychologiques liés à la guerre.

28. D'après l'enquête la plus récente (2002), la prévalence du VIH/sida chez les adultes est d'environ 4,6%, ce qui montre que l'épidémie s'est désormais propagée à l'ensemble de la population; et avec l'insertion croissante des ex-combattants, la tendance devrait probablement s'accroître. Les principaux facteurs qui ont contribué à la propagation rapide du VIH/sida sont les mêmes que dans les autres pays africains et ont été encore aggravés par la guerre civile, les troubles, la pauvreté et la violence dont sont fréquemment victimes les femmes. Cette situation inquiétante nécessite une intervention multisectorielle, en reconnaissant pleinement que le VIH/sida est un problème de développement.

29. **Éducation.** Le conflit a également profondément perturbé l'éducation en Sierra Leone, en particulier dans les zones nouvellement accessibles. Plus de 500 000 enfants de 10 à 14 ans, pour la plupart déplacés à l'intérieur du pays, réfugiés et, pour certains, ex-combattants, n'ont pas été scolarisés durant plusieurs années. La plupart des infrastructures scolaires ont été gravement endommagées, certaines ne pouvant être réparées. Dans presque toutes les écoles, on manque de mobilier, de fournitures et de matériels pédagogiques, et les bâtiments qui n'ont pas subi de dommages ou de vandalisme durant les combats se sont dégradés faute d'entretien.

#### **D. Difficultés et possibilités en matière de réduction de la pauvreté rurale**

30. Les ruraux pauvres sont défavorisés dans quasiment tous les domaines du développement des ressources humaines, qu'il s'agisse de la santé, de la nutrition, de l'éducation ou de la sécurité alimentaire. Ils sont donc vulnérables. Compte tenu de la qualité médiocre du développement humain, la productivité est souvent faible. La faible productivité découle aussi de l'accès limité à la terre, aux technologies adaptées, aux marchés, aux services d'appui et aux services financiers. Toutefois, avec un cadre macroéconomique propice, une bonne gouvernance, la décentralisation, des capitaux et une stratégie équilibrée entre les sexes, le secteur agricole offre un potentiel tant de développement que de réduction de la pauvreté rurale.

#### **E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale**

##### **Stratégie de réduction de la pauvreté mise en œuvre par le gouvernement**

31. **Processus de formulation.** Le cadre directeur de la stratégie de réduction de la pauvreté mise en œuvre par le gouvernement est présenté dans le DSRP intérimaire. Le gouvernement a adopté une approche en deux temps pour combattre la pauvreté: une phase de transition couverte par le DSRP intérimaire, et une phase à moyen terme qui sera couverte par la version intégrale du DSRP formulée au début de 2004. Le processus préparatoire devrait être axé sur des politiques à long terme qui entendent réduire la pauvreté, relancer l'économie ravagée par la guerre, consolider la paix, réduire la corruption et la gestion déficiente des ressources limitées du secteur public, ainsi que favoriser la bonne gouvernance.

32. Pour élaborer la stratégie et le plan d'action en vertu du DSRP, il sera nécessaire de réaliser un certain nombre de diagnostics, ainsi que des enquêtes par secteurs et domaines d'action. En outre, l'ampleur de la pauvreté en Sierra Leone devrait être précisée et le profil de la pauvreté mis à jour de manière à définir les causes et l'incidence de la pauvreté et étudier le potentiel de croissance et l'impact sur la pauvreté des divers secteurs de l'économie.

33. **Stratégie de réduction de la pauvreté mise en œuvre par le gouvernement.** La stratégie restera axée sur la solution des problèmes immédiats de la transition entre guerre et paix, en privilégiant la poursuite de la mise en œuvre de politiques économiques saines pour parvenir à la

stabilité macroéconomique et relancer l'économie dans un cadre général de bonne gouvernance. La stratégie est mise en œuvre en deux temps: la phase de transition (2001 à 2003), qui entend améliorer les conditions de vie de la plupart des groupes vulnérables, y compris des rapatriés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des autres victimes de la guerre, ainsi que répondre aux besoins urgents de rénovation et de reconstruction en mettant particulièrement l'accent sur l'amélioration de l'accès aux possibilités de création de revenus et à la fourniture des services sociaux essentiels pour les groupes les plus vulnérables. La phase à moyen terme (2004 à 2006) abordera les questions à plus long terme qui seront précisées dans la version intégrale du DSRP, en cours d'élaboration moyennant des consultations de toutes les parties prenantes y compris les ruraux pauvres. Les grandes priorités sont donc les suivantes: accroître l'accès des pauvres aux services de santé, d'éducation et aux marchés; accélérer la reprise économique et la croissance en mettant en place un cadre général favorable au développement du secteur privé; relancer et développer l'agriculture; mettre en valeur les ressources minières; améliorer l'intermédiation financière; moderniser l'infrastructure; et renforcer la gouvernance, notamment en rétablissant l'administration et les systèmes de prestations des services décentralisés.

34. Les stratégies de développement rural et agricole à moyen terme seront axées sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et le développement des possibilités d'activités créatrices de revenus afin de réduire les taux de chômage et la pauvreté rurale. Ces stratégies portent notamment sur le développement de la superficie destinée à la production rizicole, la reconstitution du cheptel national, la restructuration des services et la remise en état de l'infrastructure rurale.

### III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS

35. **Les opérations antérieures du FIDA en Sierra Leone.** Le FIDA a aidé la Sierra Leone en finançant quatre projets pour lesquels le montant total prêté s'élevait à 27,07 millions de DTS, équivalant à 39 millions de USD. Il a également fourni: trois dons, dont 0,6 million de USD à l'appui de l'exécution rapide des projets; un don au titre du Programme de coopération élargie FIDA/ONG d'un montant de 75 000 USD pour aider l'Agence adventiste de développement et de secours à renforcer les capacités et à distribuer des intrants dans le cadre du projet de développement agricole de la région du Centre-Nord; et un don supplémentaire de 150 000 USD pour appuyer les groupes très vulnérables dans le secteur agricole, en particulier les veuves de guerre et les ménages dirigés par une femme, l'Organisation chrétienne pour le développement de l'enfant et des communautés étant chargée de l'exécution.

36. Deux des quatre projets du FIDA en Sierra Leone, à savoir le projet de développement agricole intégré de Magbosi et le projet de développement agricole intégré de la région Nord - phase II, ont été clos en 1986 pour le premier et en 1988 pour le second. Le projet d'appui au secteur agricole a été suspendu entre 1987 et 1992 en raison d'arriérés, et clos en 1996. Le dernier projet ayant bénéficié de l'appui du FIDA dans le pays, le projet de développement agricole de la région du Centre-Nord a été approuvé en septembre 1992 et est entré en vigueur en septembre 1993. La date de clôture a été prorogée jusqu'en mars 2004 pour permettre la mise en œuvre d'activités spécifiques de redressement visant à restaurer la capacité productive des petits exploitants dans la zone du projet.

37. **Enseignements tirés de l'expérience du FIDA.** Un certain nombre d'enseignements tirés de l'expérience du FIDA ont une pertinence pour la nouvelle phase de transition entre guerre civile et paix et développement durables dans le pays, mais devront être adaptés compte tenu des nouvelles formes de vulnérabilité, des risques potentiels et de l'environnement du moment:

- la conception des projets devrait donner aux institutions locales les moyens d'encourager le développement et l'exécution à assise communautaire; de plus, la participation des bénéficiaires à la planification/l'exécution du projet garantit la pertinence et la viabilité interne des activités de développement;

- dans un contexte d'après guerre, les demandes de concrétisation rapide des résultats des projets se font plus pressantes et les espérances très grandes. De ce fait, la participation des communautés à la définition des priorités et à l'exécution est cruciale pour créer un sens de l'appartenance et de l'engagement;
- la remise en état des infrastructures et des moyens de production est cruciale pour répondre aux besoins de l'après-guerre; elle devrait se faire par le biais d'un processus participatif;
- les activités génératrices de revenus ne devraient pas se limiter aux activités agricoles; elles devraient avoir une base rurale, favoriser les jeunes et les femmes au chômage. C'est là un aspect central pour réussir une réinstallation durable des jeunes et des personnes déplacées à l'intérieur du pays;
- l'accès aux services financiers ruraux est une condition de la croissance économique en milieu rural. Les services doivent être fournis par des institutions financières saines, d'un bon rapport coût-efficacité et correctement supervisées;
- le VIH/sida est un problème de développement qu'il convient d'envisager en milieu rural en tant que partie intégrante d'une approche multisectorielle du développement;
- lors de la conception des projets, les unités de gestion de ces derniers ne devraient pas être directement chargées de l'exécution des activités, laquelle devrait être confiée au secteur privé, aux institutions locales et aux ONG aux termes de contrats fondés sur les résultats, les responsables des projets se consacrant à la coordination, à la gestion des contrats ainsi qu'au suivi et à l'évaluation.

38. **Enseignements tirés de l'expérience acquise dans d'autre pays à l'issue d'un conflit.** Le FIDA a également mis en œuvre toute une gamme d'activités et de partenariats dans des pays déchirés par la guerre, ce qui lui a permis d'en tirer des enseignements génériques pertinents en Sierra Leone. Il a notamment été confirmé combien il y importait de redonner confiance aux bénéficiaires pour qu'ils prennent progressivement en charge les activités mises en œuvre; donner des moyens d'action aux populations locales doit être l'objectif premier de façon à permettre aux bénéficiaires d'être de réels acteurs dans le processus de prise de décisions; à la suite de cette responsabilisation des bénéficiaires, le gouvernement devrait mettre en œuvre une décentralisation viable. Il faudra, à cette fin, mettre en œuvre des réformes de fond et disposer de structures institutionnelles adaptées efficaces. En Sierra Leone, le transfert de pouvoir n'en est qu'au tout début et il faudra prévoir avec soin les mécanismes de transition à l'appui du processus. Le FIDA, avec d'autres donateurs, engagera le gouvernement dans un dialogue sur les grandes orientations des réformes politiques et institutionnelles requises.

#### IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

##### A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'action proposés

39. Entre crises et développement, on peut distinguer cinq phases distinctes: le conflit civil préalable à la crise; la crise; la réconciliation/le rétablissement de la paix; la réinstallation/le redressement; et le développement durable. Ces diverses phases peuvent se chevaucher; le retour en arrière est possible et chaque phase peut être d'une durée différente, en fonction du climat du moment et de la volonté de toutes les parties concernées d'aller de l'avant pour passer à la phase suivante. Pour chaque phase, la nature des risques et de la vulnérabilité des ruraux pauvres peut différer et les types d'interventions, les groupes cibles et les instruments mis en œuvre par le FIDA peuvent donc être différents au fur et à mesure du déroulement du processus. Il est donc nécessaire de mieux comprendre le tissu social et la dynamique de l'interaction entre les parties au conflit car ils peuvent déterminer les types d'interventions et les modalités. Il sera ainsi possible de déterminer le créneau

stratégique du FIDA qui sera ancré dans les réalités du pays afin de donner des moyens d'action aux groupes cibles du FIDA.

40. **Zones cibles.** Le pays en est actuellement à la phase de la réinstallation/du redressement. L'autorité de l'État a été rétablie dans toutes les régions, la plupart des ex-combattants et des personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été réinstallés et un processus de redressement est actuellement en cours, avec l'appui de plusieurs donateurs, dont la Banque mondiale, le Département du développement international (DFID) (Royaume-Uni), l'Union européenne (UE) et diverses institutions des Nations Unies. À court terme, les provinces septentrionale et orientale sont prioritaires parce que les dégâts y sont les plus considérables et que de vastes segments de la population y sont devenus totalement démunis. Par contre, dans la province du nord et la région occidentale où la guerre a été moins dévastatrice que dans le sud-est, certaines interventions (par exemple développement communautaire, cultures de subsistance et de rapport, appui aux institutions locales) dont le FIDA a plus d'expérience pourraient être plus productives dans la province du nord qu'ailleurs à l'avenir. Par conséquent, une approche à l'échelle de tout le pays couvrant à la fois le nord-ouest et le sud-est serait une stratégie plus prudente étant donné qu'elle permettrait le démarrage d'activités de développement dans des conditions plus paisibles et plus stables. Cela permettrait également au FIDA de répondre aux besoins les plus pressants du sud-est et à un rythme correspondant au degré de développement.

41. Le créneau stratégique du FIDA consiste à tirer parti de son expérience dans le pays et ailleurs et d'aider le gouvernement à passer rapidement à la phase du développement durable. L'axe principal de la stratégie abandonnerait progressivement l'aide aux institutions de l'État pour accorder plus de priorités à l'appui des stratégies de subsistance des ménages au niveau communautaire. Cela signifie donner aux communautés et aux activités les concernant une place plus importante. La sécurité alimentaire des ménages, l'infrastructure rurale et la gestion des ressources naturelles seront très prioritaires, l'accent étant mis sur les aspects novateurs qui peuvent améliorer la productivité et empêcher la dégradation de l'environnement.

42. Un aspect important de cet axe stratégique sera de donner aux femmes les moyens de participer pleinement au programme de développement. Il faudra pour cela les aider à jouer un rôle actif en tant que mères, productrices et responsables communautaires. À cette fin, les projets porteront sur les questions de la sécurité alimentaire, de la stabilité des revenus agricoles et extra-agricoles, de la mobilité accrue pour accéder à l'eau potable, aux marchés, à la santé, à l'éducation, à la technologie et aux services financiers ruraux. La participation des femmes à la prise des décisions locales sera encouragée pour commencer à répondre à leurs besoins stratégiques, et pour atténuer les effets des facteurs culturels qui tendent à interdire ou limiter leur présence en public. Cet effort tirera parti de l'expérience acquise par les femmes en matière de création et de gestion des groupes d'auto-entraide. À cet effet, les projets futurs suivront une approche de parité entre les sexes dans le développement, laquelle permettra une analyse systématique des conséquences des activités de développement pour les deux sexes. Le programme mis en œuvre dans le pays entretiendra des liens étroits avec le programme financé par le FIDA/le Gouvernement norvégien dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, de manière à incorporer les enseignements tirés en matière de recentrage du rôle des deux sexes.

## **B. Principales possibilités d'innovations et d'interventions dans le cadre des projets**

43. À court terme, l'axe stratégique sera pour le FIDA de fournir une assistance rapide aux communautés accueillant les populations qui se réinstallent. L'assistance à l'échelle communautaire est un aspect crucial du processus de réinsertion et de régénération, car des efforts doivent être mis en œuvre pour restaurer les services de base et relancer les activités économiques pouvant subvenir aux besoins tant de la population résidente que de celle qui se réinstalle. Les interventions clés concernent la fourniture de kits essentiels de production agricole (semences, outils, bétail et intrants) pour accroître les superficies cultivées, remettre en état les infrastructures de santé, d'assainissement et

d'adduction d'eau, ainsi que les voies de desserte et l'infrastructure socioéconomique, y compris les logements, l'objectif étant de créer des emplois et des revenus. C'est là un point important sur le plan stratégique, car le retour d'effectifs de plus en plus nombreux de personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'ex-combattants exercera une pression supplémentaire sur les ressources et les débouchés économiques, créant des tensions et des déceptions qui pourraient saper le processus de paix. La Banque mondiale, le DFID, l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), l'UE, le Programme alimentaire mondiale, la Banque islamique de développement (BIsD) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) appuient activement les efforts du gouvernement. Diverses ONG internationales et nationales ont les moyens de mettre en œuvre les activités complémentaires proposées qu'il est urgent de lancer.

44. **Pour les années 2004-2005**, trois axes stratégiques représentent le créneau des interventions futures du FIDA dans le pays. Ces opérations seront réévaluées lors de la préparation de la version intégrale du DSRP au début de 2004, sous réserve que les progrès soient satisfaisants dans le domaine de la consolidation de la paix et du redressement de l'économie:

- donner des moyens d'action aux pauvres, en particulier aux femmes, et consolider la démocratie et la bonne gouvernance dans les zones rurales;
- redynamiser les marchés financiers ruraux pour promouvoir la croissance et la justice en milieu rural en vue de réduire la pauvreté; et
- diversifier, par le biais d'une stratégie axée sur les marchés, pour encourager le développement des petites entreprises rurales et des activités génératrices de revenus.

### **C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé**

45. En Sierra Leone, les ONG internationales et nationales sont très présentes et très visibles, étant donné qu'elles participent de très près aux interventions de secours mises en œuvre durant la phase du conflit civil, la phase de réconciliation/rétablissement de la paix et, à l'heure actuelle, la phase de réinstallation/redressement. La faible base institutionnelle des services publics, l'effondrement des administrations locales et l'impossibilité d'accéder à de vastes régions du pays durant la guerre civile ont incité les ONG à combler le vide avec l'aide de fonds extérieurs. Dans ce contexte, le FIDA a concrétisé sous forme contractuelle la participation de trois ONG à l'exécution du projet restructuré de développement agricole de la région du Centre-Nord, et l'expérience présente à ce jour montre des perspectives très prometteuses. Les opérations futures du FIDA devraient élargir ce partenariat à toute la gamme d'ONG ayant une expérience du travail auprès des communautés rurales et de l'association de ces dernières à l'exécution.

### **D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions**

46. Compte tenu de l'ampleur et de la complexité du problème que pose la pauvreté rurale au sortir d'un conflit, il faudra se saisir des possibilités de le résoudre d'une manière cohérente et positive pour tous. Le Comité du partenariat pour le développement, de création récente, gagne en importance et a joué un rôle de premier plan tant pour les donateurs que pour le gouvernement dans la mise à jour constante des priorités de développement et de l'état d'avancement de l'exécution de la stratégie de réduction de la pauvreté. Aux côtés de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement (BAfD) et du DFID, le FIDA a adopté une approche opérationnelle visant à renforcer la collaboration et les partenariats afin d'éviter d'envoyer des messages contradictoires qui peuvent être source de confusion, représentent une absence de stratégies sectorielles cohérentes, sont un gaspillage des ressources et, en fin de compte, une diminution de l'efficacité dans la lutte contre la pauvreté rurale. Cette initiative repose sur le fait que, de l'avis général, le développement à assise communautaire est l'approche la plus efficace pour garantir le soutien international concret du développement rural en

Sierra Leone. La Banque mondiale, avec son cadre transitoire de stratégie d'appui, aide la Sierra Leone durant la transition entre reconstruction au sortir du conflit et réduction durable de la pauvreté. Deux de ses projets, à savoir le projet d'intervention contre le VIH/sida et le projet national d'action sociale sont particulièrement pertinents dans le cadre de ce partenariat. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) exécute un programme national spécial pour la sécurité alimentaire, qui fait appel à des approches et groupes cibles similaires en matière de mobilisation des communautés. Ce programme a introduit la méthode des stages de formation agricole et la vulgarisation agricole communautaire et contribue à la diffusion de la variété de riz *Nerica* et à l'amélioration des systèmes de production du riz. La BIsD contribue à la création de banques de semence de riz. La BAfD vient en aide à un projet de pêcheries artisanales et prépare un programme complet de redressement du secteur agricole. L'aide du DFID est axée sur la gouvernance et est destinée tant au processus de décentralisation qu'au secteur agricole, dans le cadre du projet de réinsertion communautaire. L'USAID met en œuvre un programme très conséquent qui concerne tous les grands domaines d'intervention, y compris l'aide alimentaire d'urgence, la santé, l'agriculture, le logement et l'assainissement de l'eau. L'UE et le GTZ ont financé des activités dans le domaine des secours d'urgence. Le programme de redressement et de réinstallation de l'UE porte sur la remise en état des écoles, des installations de santé, des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement, des puits et du secteur agricole en général.

### E. Domaines de concertation

47. La réunion du groupe consultatif de novembre 2002, la création subséquente du Comité du partenariat pour le développement et la tenue en juillet 2002 de l'atelier des parties prenantes au COSOP ont été, et restent, des occasions importantes de discuter des questions de politique générale avec le gouvernement, la communauté des donateurs et la société civile. Le gouvernement a demandé plus de soutien pour l'examen du secteur agricole, qui fait partie du processus de formulation du texte final du DSRP. Après avoir consulté le gouvernement, la FAO, la Banque mondiale, le PNUD, le DFID et le FIDA ont contribué à la préparation de cet examen du secteur agricole dans le contexte du processus de formulation du DSRP. Outre le DSRP, et aux fins de l'expérimentation de la présence du FIDA sur le terrain en Sierra Leone, les aspects de politique générale ci-après intéresseront le FIDA et seront abordés dans un esprit de partenariat:

- **Politiques financières et cadre réglementaire en milieu rural.** La vaste majorité des chefs des petites entreprises rurales n'ont pas accès aux dispositifs d'épargne et de crédit. La Banque de Sierra Leone envisage de réactiver le système bancaire rural, mais en l'absence d'un environnement propice et d'un cadre de politique financière adapté, il sera difficile de reconstruire un service d'intermédiation viable. Il faudra donc à cette fin une contribution du FIDA, en collaboration avec la Banque mondiale, pour travailler avec le gouvernement à l'élaboration de ces politiques et de ce cadre réglementaire.
- **Politiques en matière de décentralisation et réformes de la gouvernance locale.** Le gouvernement a lancé une réforme tous azimuts qui décentralisera les services publics et en donnera la responsabilité à l'administration locale nouvellement élue. Cette dernière mettra un terme aux anciennes politiques centralisées qui ont contribué au manque d'intérêt pour les zones rurales et à leur sous-développement, soit l'une des causes majeures de la guerre civile. La réforme entend promouvoir la participation populaire à la gestion des affaires locales, consolider la transparence et les pratiques de bonne gouvernance, et donner aux administrations locales les moyens de fournir toute une gamme de services publics d'une manière efficace, économique et transparente. Le FIDA s'engagera dans le processus de décentralisation, tant en renforçant la planification et l'exécution du développement rural à l'échelle locale qu'en favorisant l'adoption de politiques favorables aux pauvres et de plans destinés aux femmes et aux jeunes sans emploi.

#### **F. Mesures à prendre pour améliorer la gestion du portefeuille**

48. L'exécution des projets a été gravement perturbée par la guerre civile, qui a duré dix ans, avec toutes ses conséquences pour les objectifs de développement et les infrastructures des projets. Le seul projet du FIDA en cours, le projet de développement agricole de la région Centre-Nord devrait être clos à la fin de mars 2004. Compte tenu de l'expérience passée, il sera important de tenir compte de la faiblesse des moyens institutionnels et gestionnaires dans le pays. Dans ce contexte, des mesures sont prises pour fournir une assistance technique à l'exécution des projets. Le besoin de compétences internationales en matière de gestion financière ne saurait être trop souligné, compte tenu des antécédents de mauvaise gestion dans les projets financés par le FIDA dans le pays.

#### **G. Schéma indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile**

49. Compte tenu des perspectives de relance de la croissance économique, la stratégie proposée par le FIDA entend appuyer des efforts qui visent à éliminer la pauvreté rurale par le biais d'interventions spécifiques correspondant aux axes stratégiques définis plus haut. Un programme de prêts d'environ 20 millions de USD sur les trois à quatre années à venir financera un projet qu'il est prévu de soumettre au Conseil d'administration à la session de décembre 2003 et par la suite deux opérations stratégiques. Le volume total investi, du fait du cofinancement, devrait se chiffrer entre 50 et 70 millions de USD.



APPENDIX I

COUNTRY DATA

SIERRA LEONE

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand), 2001 1/</b>	72	<b>GNI per capita (USD), 2001 1/</b>	140
<b>Total population (million), 2001 1/</b>	5.14	<b>GDP per capita growth (annual %), 2001 1/</b>	3.3
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>), 2001 1/</b>	72	<b>Inflation, consumer prices (annual %), 2001 1/</b>	2.1
<b>Local currency</b>	Leone (SLL)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	SLL 2500
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate), 1995-2001 1/	2.2	GDP (USD million), 2001 1/	749
Crude birth rate (per thousand people), 2001 1/	44	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	0.4
Crude death rate (per thousand people), 2001 1/	25	1991-2001	-4.3
Infant mortality rate (per thousand live births), 2001 1/	182	Sectoral distribution of GDP, 2001 1/	
Life expectancy at birth (years), 2001 1/	37	% agriculture	50
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	3.9 a/	% industry	30
Poor as % of total rural population 1/	76.0 a/	% manufacturing	5
Total labour force (million), 2001 1/	1.92	% services	20
Female labour force as % of total, 2001 1/	37	Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	17
School enrolment, primary (% gross), 2001 1/	93 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	95
Adult illiteracy rate (% age 15 and above), 2001 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP)	-12
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	2 122	Merchandise exports, 2001 1/	28
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5), 2001 3/	34	Merchandise imports, 2001 1/	166
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5), 2001 3//	27	Balance of merchandise trade	-138
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP), 2001 1/	5 a/	before official transfers, 2001 1/	n/a
Physicians (per thousand people), 1999 1	.. a/	after official transfers, 2001 1/	n/a
Population using improved water sources (%), 2000 3/	57	Foreign direct investment net, 2001 1/	n/a
Population with access to essential drugs (%), 1999 3/	0-49	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%), 2000 3/	66	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP), 2001 1/	-8 a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP), 2001 1/	21 a/
Food imports (% of merchandise imports), 2001 1/	n/a	Total external debt (USD million), 2001 1/	1 188
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land), 2000 1/	3.1	Present value of debt (as % of GNI), 2001 1/	114
Food production index (1989-91=100), 2001 1/	80	Total debt service (% of exports of goods and services), 2001 1/	102
Cereal yield (kg per ha), 2001 1/	1 078	Lending interest rate (%), 2001 1/	24
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%), 2001 1/	8
Arable land as % of land area, 2000 1/	7		
Forest area as % of total land area, 2000 1/	15		
Irrigated land as % of cropland, 2000 1/	5		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

**LOGICAL FRAMEWORK**

	<b>Narrative Summary</b>	<b>Objectively verifiable Indicators</b>	<b>Sources of verification</b>	<b>Assumptions</b>
<b>GOAL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* To reduce poverty and household food insecurity</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Percentage increase in per capita GDP in rural economies</li> <li>* Percentage reduction in rural households below the poverty line</li> <li>* Number of employed rural youth and women</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Core welfare indicator survey</li> <li>* FCS poverty profile surveys</li> <li>* National accounts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Continued commitment of all parties to peace and political stability</li> <li>* Continued Government commitment to poverty reduction and decentralization</li> <li>* Government support to outsourcing public service delivery to NGOs and private sector</li> </ul>
<b>PURPOSE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* To develop sustainable rural infrastructure and services</li> <li>* Agricultural production, natural resource systems and off-farm rural enterprises in Sierra Leone</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Percentage of community-based subprojects implemented</li> <li>* Sustained increases in farm and off-farm per capita rural production</li> <li>* Number of employment opportunities generated for rural women and youth</li> <li>* Number of viable community-based institutions, management and maintenance structures established</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Quarterly reports</li> <li>* Annual review workshops by beneficiaries</li> <li>* Programme supervision report</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Communities have been assisted by a range of implementation partners to undertake participatory identification, planning implementation, and M&amp;E of rural poverty reduction, rural and agricultural development, as well as natural resource management activities</li> </ul>
<b>OUTPUTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Productive capacity (on- and off-farm): sustainability increased</li> <li>* Communities and rural institutions developed and accessible to the rural poor</li> <li>* Agriculture and rural development policy reforms incorporated into the policy dialogue</li> <li>* Gender database disaggregated for incidence of rural poverty and household food security</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Percentage of the population in targeted rural areas that has adopted integrated approaches to management of agricultural and natural resources within strengthened institutional framework at the local, district, province levels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Quarterly reports</li> <li>* Annual review</li> <li>* Review workshops by beneficiaries</li> <li>* M&amp;E reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Macroeconomic and policy environment is conducive for economic returns to investments in agricultural and natural resource management</li> <li>* Efficiency gains will be sufficient to provide incentives for environmental management and integrated rural development</li> <li>* HIV/AIDS and malnutrition are not worsening the social and economic environment beyond manageable levels</li> <li>* Administrative capacity and institutional set-up is consistent with a coherent policy framework</li> <li>* Rural infrastructures (social and economic) and agricultural services (best practices and inputs) have been put in place or improved</li> </ul>

## STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

STRENGTHS	WEAKNESSES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sierra Leone has abundant natural resources</li> <li>• Many well educated people</li> <li>• Freedom from marked religious and ethnic strife</li> <li>• Newly elected government committed to economic and social reforms as well as good governance</li> <li>• Government committed to decentralization of central authority to the provinces, district and villages</li> <li>• Women are very active entrepreneurs and producers of food</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poverty is rampant and social development is poor</li> <li>• Weak institutional capacities and poor implementation of plans</li> <li>• Sierra Leone has experienced three decades of centralized, corrupt governments that have neglected rural areas and discriminated against agriculture</li> <li>• The country has the lowest social and economic indicators and is ranked last on the Human Development Index</li> <li>• HIV/AIDS is widespread</li> </ul>
OPPORTUNITIES	THREATS
<ul style="list-style-type: none"> <li>• The Government considers poverty reduction and revitalization of agriculture and the fight against corruption as principle strategic objectives</li> <li>• The rural poor, and especially women, have high expectations after suffering a decade of civil war</li> <li>• Fiscal and administrative reforms are under way that give the provinces and local governments more power to assume responsibilities for social and economic service delivery and raise revenue</li> <li>• Rural financial markets reforms are planned and sectoral policy and regulatory framework will soon be developed</li> <li>• The potential for increasing the productivity of food crops and rice is good and prospects for increasing the share of cassava production are high. The development of enterprises for processing and marketing are promising</li> <li>• Despite years of neglect of traditional export crops such as coffee, cocoa, palm oil, rubber and cashew nuts, the revival of the plantations is feasible through private-sector participation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Although demobilization of ex-combatants, and the reintegration and resettlement of IDPs has been completed swiftly, the risk of disillusionment among them remains high as the process is tedious and the social dimensions are complex</li> <li>• Political stability, security, and the economic situation are still fragile and potentially volatile, despite the strides the Government has made. With such a low income and revenue base, even good tax efforts will not be sufficient to finance sustained poverty reduction without donor commitment. The risk of wavering donor support after the end of the emergency operations is high</li> <li>• Implementation capacity remains weak despite donors' efforts; NGOs are playing an important role and they should be supported. The potential for conflict in the Mano River Basin remains high, particularly if civil war flares up again in Liberia</li> </ul>

**IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME**

1. The COSOP has been conceived within the framework of IFAD's corporate strategy and the strategic regional thrusts for Western and Central Africa.
2. The consequences of civil war and HIV/AIDS have emerged as major threats to the livelihood systems of rural people in Sierra Leone. Within the strategic framework, IFAD will work to forge strong partnerships with other donors, the Government, NGOs and community-based organizations (CBOs) in order to systematically respond to such threats. With regard to post-conflict assistance to Sierra Leone, IFAD will remain basically a lending institution for long-term development. However, it will need to respond to the needs of Sierra Leone's desperately poor rural people during the critical transition period between relief and long-term development. This transition period is important economically because the most basic elements of rural people's capacity to make a living need to be restored, given that many people have lost everything. The Rehabilitation and Community-Based Poverty Reduction Project currently under preparation is in line with IFAD's regional policy in a post-conflict context and its major thrusts contribute to the regional strategy for rural poverty reduction. The challenge is to pursue it effectively in the context of a post-conflict situation.
3. Gender is a particularly important element of IFAD's strategic framework. Women will be empowered to fully participate in development projects. Their access to decision-making at the local level will be promoted as a way to begin addressing their strategic needs and to mitigate the effects of cultural factors that tend to preclude or limit their presence in the public space. This endeavour will build on women's experience in setting up and managing self-help groups. The project under preparation will adopt a gender-and-development approach, which will allow for systematic analysis of the gender consequences on development activities.

**ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED**

<b>Project Title</b>	<b>sector</b>	<b>Donors</b>	<b>Status</b>	<b>Potential Synergies for IFAD</b>
Community Reintegration and Rehabilitation Programme (CRRP)	Multisectoral	World Bank/ International Development Association (IDA), and AfDB	Nearing completion	The project supported the reintegration and resettlement of ex-combatants and IDPs through cash and packages for agricultural production. IFAD can build on the work undertaken to support the communities that are hosting these IDPs and ex-combatant so as to reduce tension and promote economic opportunities.
Social Action and Poverty Alleviation Programme (SAPA)	Multisectoral	AfDB	Nearing completion	The programme has promoted microcredit activities in the rural areas that seem to have been very successful. IFAD can build on these successful microcredit operations.
Integrated Rural Development Programme (IRDP)	Multisectoral	IsDB	Commenced in 2002	The programme provides for the rehabilitation of rural infrastructure and distribution of tools and inputs. IFAD can link up with these operations to fill any gaps.
Support to Resettlement and Rehabilitation	Multisectoral	UNDP	Nearing completion	IFAD can learn from their UNDP's experience.
Sierra Leone Resettlement and Rehabilitation Programme (SLRRP I)	Multisectoral	EU	Completed	IFAD can learn from their EU experience.
Sierra Leone Resettlement and Rehabilitation Programme (SLRRP II)	Multisectoral	EU	To start in September 2002	IFAD can link up with these operations.
Community Resettlement and Reintegration Project (Pilot Phase)	Multisectoral	DfID	Ongoing and expected to close by the end of the year	DfID has expressed interest in cofinancing with IFAD the new operation for community rehabilitation, which can build on experience under the pilot phase and other donor activities.
Health Service Rehabilitation Project	Health sector	AfDB	Ongoing	The project will finance infrastructure development for the health sector. IFAD could link with what they may cover in the rural areas.
Sierra Leone HIV/AIDS Response Project (SHARP)	Multisectoral HIV/AIDS Control and prevention	World Bank/IDA	Expected to become effective in October 2002	The project is the first national effort to control and prevent HIV/AIDS infection. IFAD should link up with the project under the umbrella of the National Council for HIV/AIDS and its secretariat, using the same approach and addressing the needs in the rural areas not covered by the project.
Health sector Support Project	Health sector	EU	Ongoing	The project will focus on the rehabilitation of hospital and referral systems mainly in urban areas.
Health Reconstruction and Development Project	Health sector	World Bank/IDA	Under Preparation	IFAD should acquaint itself with the project plans to avoid duplication.
Rehabilitation of Basic Education	Education sector	World Bank/IDA	Negotiations yet to take	IFAD should acquaint itself with the extent to which the

Project Title	sector	Donors	Status	Potential Synergies for IFAD
Project (REBEP)			place	project is planning to cover rural areas.
Agricultural sector Rehabilitation Project	Agricultural sector	AfDB	Planned	IFAD should hold discussions with AfDB about its plans and explore opportunities for cofinancing.
Diversified Food Security Project	Agricultural sector	AfDB	Planned	IFAD should hold discussions with AfDB about its plans and explore opportunities for cofinancing.
Peri-urban Smallholder Agricultural Project	Agricultural sector	AfDB	Planned	IFAD should hold discussions with AfDB about its plans and explore opportunities for cofinancing.
Special Programme for Food Security	Agricultural sector	FAO	Planned	The programme is expected to distribute inputs and seed to farmers. IFAD should investigate the scope of FAO activities.
Artisanal Fishing Project	Marine and Fishing sectors	AfDB	Planned	IFAD should hold discussions with AfDB about its plans and explore opportunities for cofinancing.
Transport Rehabilitation Programme	Transport sector	World Bank/IDA	Planned	IFAD should hold discussions with World Bank about its plans and explore opportunities for cofinancing.
Targeted Food Assistance for Relief and Recovery of Refugees, IDPs and Returning Refugees	Food-for-Work and Food-for-Agriculture in war-affected areas	WFP	Ongoing	Although the programme is near completion and no plans have yet been developed for continuation, the experience gained should be of great value to IFAD's future operations.
Economic Rehabilitation and Recovery Credit (ERRC)	Balance of payment Support	World Bank/IDA	Completed	

